



Conseil économique et social

Distr. générale
17 novembre 2011
Français
Original : anglais

Commission du développement social

Cinquantième session

1^{er}-10 février 2012

Point 3 a) de l'ordre du jour provisoire*

Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale : thème prioritaire : élimination de la pauvreté

Déclaration présentée par Humanité nouvelle, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration suivante, qui est distribuée conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/CN.5/2012/1.



Déclaration

L'Économie de communion

L'année 2011 marque le vingtième anniversaire du projet d'Économie de communion dans la liberté de New Humanity, mouvement économique et social international lancé en mai 1991 à São Paulo (Brésil) par Chiara Lubich, qui en est la fondatrice et celle des Mouvements des Focolari. Formé de particuliers, de travailleurs, de chercheurs, d'étudiants, d'organisations et de nécessiteux, il a pour objectif d'atténuer la pauvreté en répartissant les ressources et les besoins, en encourageant l'autonomie à long terme et en bâtissant une économie de marché plus juste, plus humaine « qui ne laisse personne dans le besoin ». Conçue dès le départ comme un moyen de lutte contre la pauvreté, l'Économie de communion a mûri et s'est répandue de par le monde, enregistrant, au cours des deux dernières décennies, des résultats concrets qui méritent d'être signalés :

- La création du plus vaste réseau mondial d'entreprises productives socialement responsables qui sont collectivement disposées à utiliser leurs bénéfices pour sauver les nécessiteux de leur condition, à renforcer leurs activités commerciales pour créer des emplois et pour répandre une « culture du don ». Ce réseau comprend près de 800 petites et moyennes entreprises à but lucratif et non lucratif, des coopératives et des associations dans plus de 50 pays situés sur tous les continents;
- Un réseau de fonds privés qui a soutenu en Afrique, en Asie, en Amérique Latine et en Europe orientale, en moyenne, chaque année, des milliers de familles en leur offrant nourriture, abri, assistance médicale, programmes d'enseignement, formation professionnelle et perspectives d'embauche;
- La diffusion d'une nouvelle « culture du don » en présentant des centaines d'exposés lors de conférences internationales consacrées à l'économie, aux affaires ou au développement et en donnant des cours et des séminaires dans de nombreuses universités du monde;
- Un modèle de développement socioéconomique qui a attiré l'attention des jeunes auteurs de plus de 300 thèses et mémoires de recherche sur le sujet, en 14 langues et dans divers milieux universitaires;
- La fondation et le financement de l'Institut universitaire Sophia, près de Florence (Italie), qui enseigne la culture de communion à de jeunes étudiants inscrits en troisième cycle d'économie, de philosophie ou de théologie.

L'Économie de communion, décrite par le pape Benoît XVI en 2009 comme « une nouvelle réalité vaste et complexe, qui touche le privé et le public et qui n'exclut pas le profit mais le considère comme un instrument pour réaliser des objectifs humains et sociaux » (encyclique *Caritas in Veritate*), est visiblement entrée dans une nouvelle phase de dialogue avec la société civile et d'autres organismes de développement œuvrant à l'élimination de la pauvreté. À titre de contribution à cette réunion, l'Économie de communion souhaiterait formuler quelques observations sur les leçons tirées de l'expérience en matière d'élimination de la pauvreté, sur un message adressé à son assemblée (réunie à São Paulo à l'occasion du vingtième anniversaire du mouvement) par de jeunes adhérents et sur

une proposition concrète visant à appuyer financièrement des initiatives de lutte contre la pauvreté.

Éliminer la pauvreté par la fraternité

L'Économie de communion propose aux économies et aux entreprises d'adopter, parallèlement aux principes de liberté et d'égalité, celui de fraternité. Ce faisant, le monde des affaires et les secteurs d'activité économique peuvent contribuer à l'épanouissement de tous les êtres humains, répondre à leur aspiration profonde au bonheur et donner un sens à leur vie.

L'Économie de communion évoque également la distinction entre, d'une part, la pauvreté négative, qui ne résulte pas d'un choix et qui est notamment le lot de ceux qui vivent dans le dénuement et la misère, et de l'autre, la « pauvreté choisie » dont parle l'évangile chrétien, et qui est pratiquée par l'entrepreneur de l'Économie de communion. La juxtaposition de ces deux pauvretés mène à de belles découvertes. L'entrepreneur en vient à comprendre que celui qui n'a rien lui donne, en fait, un sens et confère une signification à sa vie professionnelle. Ceux qui sont dans le besoin font l'expérience d'une fraternité nouvelle et ont le sentiment d'appartenir à une famille où tous donnent et tous reçoivent.

L'Économie de communion a également compris, au cours des 20 dernières années, que l'essentiel de ses efforts pour alléger l'extrême pauvreté et pour ainsi bâtir une économie et un monde en communion ne consistera pas à prendre aux « riches » pour donner aux « pauvres ». Il s'agira bien plutôt de créer de nouvelles richesses en impliquant les personnes en situation difficile.

Il faut trouver pour cela des sources de financement indépendantes et durables permettant aux gens qui sont dans le besoin de lancer leur propre affaire. Des entrepreneurs chevronnés issus de l'Économie de communion partagent leur talent et leur savoir-faire en enseignant de nouveaux modes de production, en construisant des relations solidaires et en contribuant au développement de capacités de production. Cet appui permet aux participants à ces programmes de renforcer leur estime de soi et leur sentiment de dignité.

L'Économie de communion propose deux éléments pour soutenir et renforcer ces relations : la communion et la réciprocité entre les êtres humains, tous différents et pourtant tous égaux. Il n'y a plus ni « riche » ni « pauvre » mais seulement des gens qui se font des cadeaux. Lorsque les autres n'ont rien, ils nous apportent quelque chose de très précieux : ils nous montrent combien nous sommes tous importants pour le bonheur et l'épanouissement d'autrui.

Lorsque ceux qui sont en difficulté se sentent aimés, respectés et traités avec dignité, ils peuvent trouver au fond d'eux-mêmes la force de sortir de ce foyer d'instabilité et de reprendre le voyage. Ce n'est qu'après cela que des outils secondaires, comme l'aide, les fonds, les contrats et les relations d'affaires peuvent servir à assurer le développement de la personne et du monde.

Une proposition concrète : taxer les transactions financières

L'Économie de communion soutient avec force la création de taxes sur les transactions financières applicables aux contrats d'échange sur défaillance et sur les transactions du marché monétaire (taxe Tobin) qui permettront elles aussi de financer les programmes sociaux et l'élimination de la misère dans le monde. Selon

des évaluation récentes, le volume des contrats d'échange sur défaillance entre institutions financières est de l'ordre de 50 000 milliards de dollars (62 000 milliards en 2007, 26 000 milliards au premier semestre 2010 selon une étude de l'International Swaps and Derivatives Association); on ne dispose pas de données plus précises car il n'existe ni registre international de ces contrats ni obligation d'en informer un organisme public.

Si les contrats d'échange sur défaillance étaient taxés comme les autres produits d'assurance, ils rapporteraient 250 milliards de dollars aux pays participants, assez pour, non seulement éliminer la pauvreté dans le monde, mais aussi pour alléger le fardeau de la dette souveraine, qui réduit souvent les dépenses sociales des pays débiteurs. Cette taxe rendrait la spéculation sauvage moins séduisante et dédommagerait partiellement les pays où elle a fait des dégâts. Pour éviter la fuite de capitaux vers des pays qui ne l'appliqueraient pas, il suffirait de subordonner la validité de ces contrats à leur consignation moyennant redevance dans les registres internationaux. Ces registres permettraient en outre de fournir des éléments d'évaluation des dépenses non budgétaires qui pèsent sur chaque institution financière.

L'institution de la taxe Tobin sur les opérations de change de devises découragerait la spéculation financière et contribuerait à la stabilité monétaire. Une partie de ces taxes pourrait être investie dans les pays en développement et appuyer les programmes sociaux de lutte contre la misère et la relance du développement économique.

Message des jeunes de São Paulo au monde

Puisse l'économie de 2031 être une de communion

Nous, jeunes de l'Économie de communion dans la liberté, souhaitons faire part d'un message dédié à tous ceux qui croient à une économie plus juste et fondée sur la solidarité, souhaitent qu'elle voie le jour et s'engagent à œuvrer dans ce sens.

L'Économie de communion propose aux économies et aux entreprises d'adopter, parallèlement aux principes de liberté et d'égalité, celui de fraternité. Ce faisant, les secteurs d'activité économique et les entreprises peuvent contribuer à l'épanouissement de tous les êtres humains, répondre à leur aspiration profonde au bonheur et donner un sens à leur vie.

Nous croyons

Nous, jeunes, croyons qu'une économie fondée sur le principe de la fraternité est possible, et peut s'appeler une de communion pour au moins quatre raisons :

Premièrement, l'économie fraternelle est d'ores et déjà incarnée par les millions de gens qui partagent la spiritualité unitaire des Mouvements de Focolari et leur culture du don, et qui décident de vivre au quotidien la mise en commun des biens matériels.

Deuxièmement, nous constatons que l'économie fraternelle sert de pierre angulaire aux 800 entreprises de l'Économie de communion qui, malgré des difficultés quotidiennes, restent attachées aux valeurs de l'Économie de communion. Ces entreprises consacrent une partie de leurs bénéfices à leurs frères et sœurs dans

le besoin, créent des emplois, diffusent par l'exemple et la sensibilisation une culture du don et fondent leurs décisions de gestion sur les relations que l'Économie de communion a nouées avec ses clients, ses employés, ses fournisseurs et la société dans son ensemble.

Troisièmement, nous pouvons percevoir une tendance vers la vie fraternelle dans différentes économies sociales, civiles et solidaires autour du monde, un mouvement en pleine expansion qui exprime dans de nombreuses langues qu'il existe une voie autre que l'économie de marché postcapitaliste.

Enfin, une économie de communion est possible car nous pensons que toute personne sur Terre « porte inscrite au fond de son être, qu'elle soit croyante ou non, une vocation à la communion et à l'amour », comme nous l'a dit Chiara Lubich, la fondatrice de l'Économie de communion. Seule une économie de ce genre peut véritablement combler nos aspirations au bonheur individuel et collectif.

Nous demandons

Nous, jeunes de l'Économie de communion, représentant des milliers de jeunes et d'adultes de diverses cultures, religions, conditions sociales et économiques, voulons aussi demander que des changements concrets soient apportés à notre système économique actuel. Au cours des dernières années, le développement économique a été dopé par un comportement éthiquement discutable, qui a exposé notre économie mondiale à des risques. Le système économique et financier occidental reste structurellement fragile et a besoin de nouvelles règles lui permettant de recouvrer sa précieuse fonction qui est de servir l'intérêt commun.

Pour cela, nous demandons aux gouvernements des États et aux groupes d'organisations non gouvernementales ici présents :

1. D'associer la société civile à l'élaboration de politiques de développement centrées sur la famille, en valorisant le travail à temps partiel, en particulier pour ceux qui ont charge d'enfants, de personnes âgées ou handicapées;
2. De décourager les transactions financières à but essentiellement spéculatif, d'encourager la transparence fiscale et de taxer toutes ces transactions de façon équitable (voir la recommandation ci-dessous);
3. De réduire les dépenses militaires qui ne sont pas indispensables à la protection des populations;
4. D'abolir les barrières douanières pour les produits provenant de pays respectueux des ouvriers et de l'environnement;
5. D'appuyer les politiques et les infrastructures qui incitent les entreprises à l'action citoyenne.

Conclusion

Nous, jeunes, sommes conscients d'être la première génération de l'histoire de l'humanité exposée au grave risque d'avoir un avenir pire que celui de nos parents, en raison des atteintes profondes portées au cours du siècle dernier à l'environnement. En outre, une idéologie individualiste se profile de plus en plus à l'horizon de notre ère postmoderne.

Dans le même temps, nous sommes confiants et certains que la Providence existe et est à l'œuvre dans l'histoire, et que nous pouvons aussi avoir un avenir meilleur. Nous sommes convaincus que l'Économie de communion a fait son apparition sur terre il y a 20 ans pour nourrir et concrétiser cette espérance qui est la nôtre.

C'est pour tout cela que nous, jeunes, croyons que si nos convictions, nos espoirs, nos aspirations et nos engagements sont partagés par assez d'hommes et femmes de tous les continents, et si nos comportements quotidiens les reflètent, l'aspiration à une économie non seulement efficace et juste, mais aussi fraternelle, ne restera pas une utopie mais deviendra réalité.

Nous nous engageons solennellement à réaliser cette œuvre, confiants que beaucoup se joindront à nous. Nous sommes convaincus que la communion est la vocation la plus profonde inscrite au cœur de chaque personne, de chaque entreprise, de chaque communauté.

« Que tous soient un. »

Vingtième anniversaire de l'Assemblée
de l'Économie de communion
São Paulo, le 29 mai 2011